

La Ficeméa dans Fraternité Matin

École gratuite Des organisations planchent sur la mise en œuvre efficiente de l'initiative



PHOTO - SÉBASTIEN KOUASSI

De gauche à droite, Alexandre Ateba, coordonnateur zone Afrique (Cemea), Sonia Chebbi, déléguée permanente de la Fédération internationale, Isabelle Palanchon, responsable du Pôle Europe, ont apporté un cachet particulier à la rencontre de Yamoussoukro.

La problématique de la gratuité de l'école en Afrique ». C'est le thème du séminaire qu'a organisé, du 25 au 30 août, au Cafop de Yamoussoukro, le Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Cemea) de Côte d'Ivoire. Une rencontre placée sous l'égide de la Fédération internationale des Cemea (Ficeméa). Cet atelier, auquel ont participé des représentants des Cemea d'Algérie, du Bénin, du Gabon, de Sénégal, du Niger, du Cameroun et du Togo, avait pour objet de débattre des tenants et aboutissants des politiques nationales de gratuité de l'école.

L'enjeu est de clarifier le concept de l'école obligatoire et gratuite. Les pouvoirs publics ivoiriens ont décidé de rendre l'école obligatoire et gratuite. Cependant, il n'en demeure pas moins qu'elle a un coût que le gouvernement doit assurer. Pour N'Goran N'Dri, président du comité de pilotage du séminaire, « l'Etat doit tenir son engagement d'éduquer et de former tous les citoyens ». L'école ne pouvant fonctionner sans ressources, il faut que les gouvernants jouent leur rôle en y injectant les moyens nécessaires. « En tant qu'organisations qui œuvrent dans les pays à la promotion de l'éducation, les Cemea

sont en droit de mener des réflexions et faire des propositions aux autorités étatiques. C'est ce à quoi nous nous sommes attelés durant ces quatre jours de débat », a fait savoir, à son tour, Alexandre Ateba, coordonnateur de la zone Afrique des Cemea. Isabelle Palanchon, présidente des Cemea de la zone Europe, et Sonia Chebbi, déléguée permanente de la Ficeméa, ont, pour leur part, insisté sur la nécessité de défendre et de promouvoir l'éducation publique et d'encourager les États à assumer leur rôle de régulateurs.

G. GABO